

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

Tables de l'année 2019

Au sommaire :

Table des
articles, notes,
conclusions et
avis classés par
noms d'auteurs

I à V

Table
alphabétique
des matières

VI à XXIX

Table
chronologique de
la jurisprudence

XXX à XXXII

DOCTRINE

François Desprez : Le rappel opportun par la Cour de cassation de l'office du juge pour l'application de l'infraction de risque causé à autrui – à propos l'arrêt de la chambre criminelle du 13 novembre 2019

Sébastien Ranc : L'entreprise dominante du comité de groupe : une holding française depuis l'étranger ? – à propos de l'arrêt de la chambre sociale du 14 novembre 2019

Hélène Viart : Validation d'un accord collectif minoritaire par référendum : les premières précisions de la Cour de cassation sur la procédure de consultation des salariés – à propos de l'arrêt de la chambre sociale du 9 octobre 2019

DOCUMENT

à propos du barème prud'homal

Argumentaire du Syndicat des Avocats de France contre le plafonnement des indemnités de licenciement sans cause réelle et sérieuse – 4^e version mise à jour

Voir également Conseil de prud'hommes de Bayonne (Sect. Industrie) 9 décembre 2019 (p.31)

JURISPRUDENCE

La transaction en période suspecte : un acte commutatif comme les autres ? Regard critique sur la distribution de ce contentieux au juge de la procédure collective et l'attribution de son exercice au liquidateur

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 juin 2019 – Note Claire Gallon (p.35)

Des soupçons raisonnables de vols peuvent justifier une vidéosurveillance secrète des caissières d'un supermarché

Cour européenne des droits de l'homme (Grande Ch.) 17 octobre 2019 – Note Michèle Bonnechère (p.39)

Le dispositif de sécurisation des conventions de forfait de l'article 12-1 de la loi travail : applicabilité strictement limitée aux accords révisés après l'entrée en vigueur de la loi

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 octobre 2019 – Note Marianne Girier-Timsit (p.56)



Doctrine

Le rappel opportun par la Cour de cassation de l'office du juge pour l'application de l'infraction de risque causé à autrui – A propos l'arrêt de la chambre criminelle du 13 novembre 2019 par **François Desprez**, Maître de conférences – Université Paris Nanterre 1

Annexes :
 DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Délit – Mise en danger délibéré d'autrui – Exposition à des agents CMR – Office du juge – Violation d'une obligation particulière de sécurité (oui) – Risque grave.
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 13 novembre 2019 (p. n° 18-82.718) 7

L'entreprise dominante du comité de groupe : une holding française depuis l'étranger – A propos de l'arrêt de la chambre sociale de la Cour de cassation du 14 novembre 2019 par **Sébastien Ranc**, Maître de conférences contractuel à l'Université de Bordeaux 9

Annexe :
 REPRÉSENTATION DU PERSONNEL – Comités de groupe – Mise en place (oui) – Entreprise dominante française – Société mère étrangère – Société de participation financière – Activité sociale – Droit de vote de l'entreprise dominante – Immixtion dans la gestion des filiales.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 14 novembre 2019 (p. n°18-21723) 12

Validation d'un accord collectif minoritaire par référendum : les premières précisions de la Cour de cassation sur la procédure de consultation des salariés – A propos de l'arrêt de la chambre sociale du 9 octobre 2019 par **Hélène Viart**, Conseillère confédérale « Droits, libertés et actions juridiques » de la CGT 15

Annexe :
 CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Consultation des salariés – Notification aux autres organisations syndicales représentatives – Obligation de neutralité de l'employeur – Salariés concernés par l'accord – Périmètre de la consultation.
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 9 octobre 2019 (p. n°19-10816) 20

Document

Argumentaire du SAF contre le plafonnement des indemnités de licenciement sans cause réelle et sérieuse – 4^e version mise à jour - 15 novembre 2019 22

Jurisprudence

LICENCIEMENT – Barème – Contrôle de conventionnalité – juridictions ordinaires – Applicabilité directe des articles 10 de la Convention n°158 de l'OIT et 24 de la Charte sociale européenne – Article 6 de la CEDH – Droit à un procès équitable – Droit d'accès à la justice – Office du juge – Violation du droit à l'accès au juge – Réparation adéquate – Indemnisation dérisoire – Inconventionnalité.
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BAYONNE 9 décembre 2019 (n° RG F 18/00241) 31
 Note **Isabelle Meyrat** 34

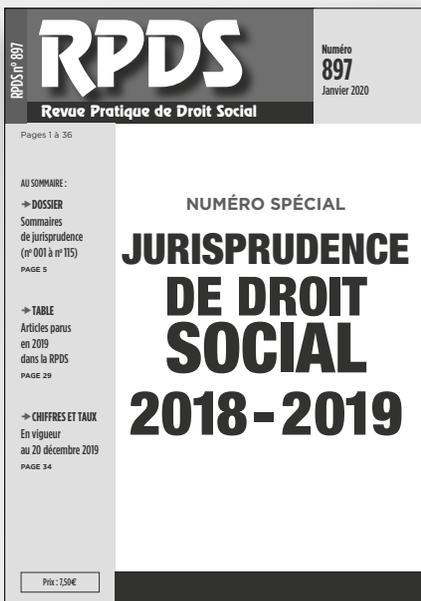
ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ – Redressement judiciaire – Action du liquidateur – Action en nullité – Transaction – Période suspecte – Compétence – Tribunal de la procédure collective (oui) – Conseil de prud'homme (non).
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 juin 2019 (p. n° 17-26197) 35
 Note **Claire Gallon**, Avocate au Barreau de Paris 36

LICENCIEMENT – Vidéosurveillance – Caissières d'un supermarché filmées secrètement par des caméras de sécurité – Violation de l'article 8 de la Convention EDH (non) – Examen correct par les juges nationaux des motifs légitimes (soupçons de vol), de l'ampleur de la mesure (limitée) et de sa proportionnalité – Absence de notification préalable justifiée par des soupçons raisonnables d'irrégularités graves.

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME (Grande Ch.) 17 octobre 2019 (requêtes nos 1874/13 et 8567/13) 39
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'université d'Évry, Val d'Essonne 54

TEMPS DE TRAVAIL – Conventions et accords collectifs – Conventions de forfait annuel – Conditions – Validité – Modification du contrat de travail – Dispositifs de « sécurisation » – Application des lois dans le temps – Nullité de la convention de forfait (oui).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 octobre 2019 (p. n° 18-16539) 56
Note **Marianne Girier-Timsit**, Conseillère confédérale à DLAJ, Doctorante à l'Université Paris-Nanterre 57



RPDS 897 JANVIER 2020

AU SOMMAIRE :

Dossier :

JURISPRUDENCE DE DROIT SOCIAL 2018-2019

115 Sommaires de jurisprudence

Table des articles publiés en 2019

Commande et abonnement à 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex ou sur notre site Internet www.boutique.nvo.fr
Prix du numéro : 7,50 € (+ forfait de 3 € par envoi). Abonnement : 9 € par mois ou 108 € par an incluant la RPDS papier et son supplément Internet (RPDS numérique + le guide droit du travail en actualisation permanente + la veille juridique).

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**
Étranger : **137 euros**
Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution,
l'envoi de la jurisprudence à :

de préférence par mail : droitouvrier@cgt.fr,

à défaut : Secteur DLAJ Droit Ouvrier 263 rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11